

N° 599

Semaine du

21 au 28 février

1973

PRIX : 1,50 F

Informations Ouvrières

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES

Organe de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière

Editorial

D'ores et déjà, les 4 et 11 mars établiront le constat de faillite de la majorité. La majorité est morte. Personne ne met en question les résultats de la consultation électorale : il y aura une puissante poussée vers le PCF et le PS.

Cette conclusion est si évidente que de toutes parts, on s'efforce de tracer les lignes de nouveaux groupements des forces politiques, en termes parlementaires.

En tout état de cause et quelles que soient les combinaisons de circonstances, la carte politique du pays va être bouleversée à ce niveau, comme reflet déformé de la réalité des forces de classes qui se préparent à l'affrontement. Ce bouleversement prévisible entraîne, avant même qu'il ne s'accomplisse, à des reclassements. Le moins intéressant n'est pas celui de M. Edmond Maire qui, comme nous le montrons par ailleurs, abandonnant son langage de « dur de dur », s'affirme homme d'Etat responsable pour tenter de frustrer les travailleurs de leur victoire en les appelant à ne plus revendiquer. L'essentiel néanmoins n'est pas que Maire identifie la revendication de 1500 F par mois avec les « trotskystes » qu'il dénonce.

L'essentiel est ailleurs. Il est en ceci : l'Union de la gauche tente de raccorder les résultats des élections à l'ancien et révolu état de chose qui se perpétue, en vue de chercher à le transformer en un incident de parcours. Telle est la signification du dialogue sur les institutions.

Rappelons, Waldek Rochet, le 20 mai 1962 déclarait : « La démocratie est absolument incompatible avec la constitution gaulliste. » Fajon, le 2 mai 1962 : « La Constitution de 1958 est la négation de la démocratie. »

Quand Mitterrand et avec lui Marchais, affirment aujourd'hui vouloir respecter la Constitution, il s'agit, bien évidemment, d'une manœuvre politique qui vise à contenir les conséquences sociales et révolutionnaires d'une crise constitutionnelle. Personne cependant n'a jamais réussi à faire d'un mouvement révolutionnaire une paisible réforme. Les difficultés d'une telle opération sont si grandes que l'on voit des dirigeants du PCF placés devant la critique de militants concernant la participation des banquiers et hommes politiques radicaux de gauche, être contraints de répondre :

« Les camarades partent de beaux sentiments, mais leurs réserves à l'égard des radicaux de gauche ne peuvent que créer la suspicion dans la tête des travailleurs, car si nous disons, et c'est vrai, que les Maurice Faure-R. Fabre sont des gens peu propres et qui trahissent peut-être demain leurs signatures, les travailleurs ne comprendront pas pourquoi le PCF et le PS ont signé avec eux. Il ne faut donc pas vouloir exclure les radicaux de gauche de l'union réalisée. »

Dialogue combien saisissant entre les dirigeants et les militants, traduisant parfaitement la méfiance de ces derniers à l'égard de l'union réalisée entre les partis ouvriers et un des partis du capital, et le sentiment non encore clairement élaboré qu'ils sont en face d'un plan général visant à mettre des bornes aux espoirs naissants.

L'OCI, dans ces élections, ne combat pas contre l'unité, mais contre la tentative de substituer au gouvernement Pompidou-Messmer un autre gouvernement bourgeois.

L'OCI, qui se prononce pour la révolution prolétarienne, ne demande pas, ce qui serait utopique, que soit proclamée, à priori, la révolution. Nous ne confondons pas le point de départ de la lutte et du mouvement vers la révolution avec son point d'arrivée. La révolution prolétarienne ne peut être que le résultat d'un mouvement où les conflits de classes pousseront les masses à vouloir les décisions révolutionnaires qu'impose la situation.

Répetons-le, la révolution ne peut être décrétée. Elle va de pair avec le mouvement que nous avons à accomplir, et dont le premier pas est le vote massif pour le PCF et le PS, lequel rendra impossible la volonté de préserver Pompidou et la Constitution. Il ne s'agit pas pour nous de réaliser telle ou telle opinion, telle ou telle idée politique. La vie tranchera. Il s'agit d'expliquer. Il s'agit de bien comprendre l'évolution des événements.

Il s'agit comme unique tâche de faire dans l'immédiat les pas pratiquement possibles, ce que les masses estiment être une possibilité immédiate : lutter pour un gouvernement du PS et du PCF à l'exclusion de représentants d'un parti de la bourgeoisie.

Et il s'agit de conduire avec fermeté la campagne politique pour la construction du parti révolutionnaire autour des 20 candidats de l'OCI.

Les travailleurs voteront en masse pour un gouvernement PCF- PS sans représentants des partis bourgeois



celui qui se prononce pour des revendications qui ne coûteront rien au patronat Edmond Maire veut frustrer les travailleurs de leur victoire

(lire page 3)

30 millions



Lors de la parution de ce numéro, il ne restera plus que dix jours pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés : 30 millions collectés par F.O.C.I., 10 millions par l'A.J.S.

Dans la semaine du 11 au 18 février, 57 635 F ont été collectés, soit 6 258 F de plus que la semaine précédente.

Cette progression doit se poursuivre d'autant plus que les factures vont se multiplier.

ENTREES	
Sommes collectées au 10-2-73	244 103,00 F
Collecte du 11 au 18 février :	
Région Parisienne	18 568,00 F
Province	28 551,00 F
A.J.S.	10 510,00 F
Total des entrées au 17-2-73	301 738,00 F
SORTIES	
Au 10 février 1973	213 087,00 F
Voyages province	3 200,00 F
Expéditions province	750,00 F
Garde local A.J.S.	300,00 F
Fonctionnement appareil central	2 700,00 F
Campagne Limoges	6 000,00 F
Total sorties au 10 février 1973	226 137,00 F
En caisse au compte Ittis :	
301 738,00 F moins 226 137,00 F, soit	75 601,00 F

Bibliothèque de Comptes
Hemeroteca General
CEDOC

Un pas vers les Etats Généraux de la jeunesse

Comme la jeunesse d'Allemagne qui a participé massivement aux dernières élections, la jeunesse en France, qu'elle ait ou non le droit de vote, est concernée par les élections législatives des 4 et 11 mars.

La jeunesse est concernée par ces élections, parce qu'elle est concernée par la loi Debré, supprimant les suris, et les lycéens, les étudiants ont déjà manifesté leur volonté d'abroger cette loi.

La jeunesse est concernée par les élections, parce qu'elle n'est pas indifférente à la politique des différents ministres de l'Education Nationale, Fouchet, Peyrefitte, Gulchard, Fontanet, politique d'un gouvernement qui détruit l'enseignement et la culture.

La jeunesse est concernée par les élections, parce qu'elle est directement concernée par un gouvernement qui permet que des PDG, des administrateurs comme Dreyfus, comme Moravo, président de l'ALJT, fassent des profits scandaleux sur le sommeil des jeunes résidents.

Où, pour tout cela, la jeunesse est concernée par les élections, la jeunesse est concernée par la substitution au gouvernement Pompidou d'un autre gouvernement donnant satisfaction aux revendications et aux aspirations des masses laborieuses et de la jeunesse.

Mais la jeunesse ne peut ni voter, ni se faire élire, ni se faire représenter.

« Il est composé des représentants des ministères Intéressés, des organisations représentatives de la jeunesse, de l'enfance, des associations d'éducation permanente et de loisirs, des syndicats, des assemblées élus, des associations sportives (...) »

« Le Comité national sera consulté sur les projets et propositions de lois, décrets et règlements intéressant la jeunesse (...) Ce Comité national permettra un dialogue constructif entre le gouvernement et les organisations de jeunesse. »

Ce Comité National de la Jeunesse, qui a comme fonction de « garantir l'expression de l'opinion et des aspirations de la jeunesse, devrait donc représenter d'une manière permanente la jeunesse. Mais ce comité échappe en fait totalement à la jeunesse.

Quels moyens la jeunesse sura-t-elle pour contrôler ses délégués au sein de ce Comité National? Rien n'est dit.

Non, ce n'est pas cela que veut la jeunesse.

Elle a besoin d'un comité permanent qui la représente, mais un comité qu'elle contrôle, où elle puisse révoquer ses délégués, un comité indépendant du gouvernement, un comité qui décide ce dont elle a besoin.

A partir des localités, les jeunes rassemblés par les organisations en Assemblées de jeunes devraient élire leurs délégués, révocables à tous moments.



Mais les députés qui seront élus les 4 et 11 mars ne sont pas révocables; ils sont élus pour 5 ans. Qui les contrôle? Les travailleurs qui éliront leurs députés n'ont aucun moyen de contrôle sur eux, durant cinq années, quoiqu'ils fassent.

Mais la jeunesse exclue des élections n'est pas représentée par ces députés irrévocables, ces députés des partis de la bourgeoisie qui sont étrangers à la jeunesse, à ses aspirations.

La jeunesse est majeure pour se faire exploiter, dans son travail, dans son sommeil; la jeunesse est majeure pour être chassée, frappée, la jeunesse est majeure pour élire ses propres représentants, qu'elle contrôle et qu'elle révoque.

Comment peut-elle élire ses propres représentants? Pourquoi?

Le Programme Commun de gouvernement, signé par le PCF, le PS et les radicaux de gauche, contient la clause suivante:

« Afin de garantir l'expression de l'opinion et des aspirations de la jeunesse, un Comité national de la jeunesse sera créé (...) »

Les Comités de délégués et des représentants des organisations, à tous les échelons, départemental et national, pourraient constituer le Comité permanent représentant la jeunesse.

Cette lutte, c'est la lutte pour LES ETATS GENERAUX DE LA JEUNESSE, indépendants de tout gouvernement, convoqués par les organisations de jeunesse.

— parce qu'ils réalisent l'unité de la jeunesse et de ses organisations,

— parce que la jeunesse y est représentée par des délégués, qu'elle élit localement dans les lycées, les CET, les facultés, les localités, délégués qu'elle contrôle en permanence, délégués qui rendent compte de leur mandat,

— parce que, dans ce mouvement, c'est la jeunesse unie qui se rassemble, s'organise, et décide.

Ces Etats Généraux de la jeunesse pourront constituer l'organisation permanente de la jeunesse et de ses organisations exprimant sur le terrain des organisations de la jeunesse le Front unique ouvrier que la classe ouvrière doit réaliser pour vaincre.

la localité, mais ils ne sont jamais rassemblés. Ils essaient de s'en sortir, chacun individuellement. 110 d'entre eux qui combattent pour les Etats Généraux, c'est déjà une force considérable.

A ASSAS

60 étudiants d'Assas, contre la violence fasciste, appellent au 23 février.

Des rassemblements semblables ont lieu en province :

- Toulouse : 28 février.
- Dijon : 23 février.
- Lille : 28 février.
- Clermont-Ferrand : 21 février.
- Amiens : 3 mars.
- Tours : 28 février.
- Orléans : 28 février.
- Le Mans : 2 mars.

Comment se prépare le 23 Février

AU LYCEE JACQUES-DECOUR DANS LE 9^e

Jean, militant de FAJS-UCL, intervient dans sa classe : il explique pourquoi se rassembler, pourquoi, face au parlement anti-démocratique, les jeunes, les lycéens, peuvent élire leurs propres représentants : la classe élit son délégué, et la classe tout entière décide de participer au rassemblement, car elle veut tout entière agir, comprendre. Le délégué prendra la parole le 23 février.

A CLICHY-LEVALLOIS

110 jeunes de la localité, lycéens, jeunes travailleurs, résidents, élèves de CET, appellent les jeunes de Clichy et de Levallois à participer avec eux au 23 février à Paris.

Pourquoi?

Ils sont des centaines de jeunes dans

« Hypocrisie »

Le silence est retombé dans la grande presse sur l'incendie du CES de la rue Edouard-Pailleron qui a démontré, aux yeux de millions de travailleurs et parents d'élèves de ce pays, que le responsable de la mort de 22 jeunes et professeurs, c'est le gouvernement du capital, le gouvernement qui protège les spéculateurs de l'immobilier, le gouvernement qui a mis en place les CES où les conditions de l'enseignement sont systématiquement ruinées.

« L'enquête administrative », confiée à ce même gouvernement, suit son cours. Le conseil d'administration de la bourgeoisie a déjà découvert les coupables de la catastrophe. Ce n'est pas dans la politique de l'Education nationale menée par lui qu'il faut les chercher, mais chez les jeunes, les parents, les travailleurs.

La loi est en effet pour le gouvernement. Dans le Code permanent (construction et urbanisme) du 23 mars 1965 on lit en effet : « Les éléments porteurs ou autoporteurs constituant le gros œuvre des bâtiments d'externat des établissements d'enseignement du premier et du second degré doivent offrir au moins une stabilité au feu de degré un quart d'heure. »

Le CES de la rue Edouard-Pailleron a brûlé en 20 minutes. La responsabilité du gouvernement peut être ainsi « légalement » dégagee.

D'ailleurs, les responsables de l'Etat, à tous les niveaux, suivis de la cohorte des journalistes bourgeois, ont désigné les coupables. M. Peyrefitte, secrétaire général de l'UDR, ancien ministre de l'Education nationale déclare :

« Mais surtout apprentis sorciers, ces adultes qui abdiquent leurs propres responsabilités, ces adultes qui combattent toute autorité parce qu'elle est l'autorité. » Et M. Fouchet, autre ancien ministre de l'Education nationale de s'en prendre lui aussi à « l'abdication des adultes ».

A tous les niveaux les commis de la bourgeoisie accusent jeunes et travailleurs. Ainsi le recteur Mallet, recevant une délégation de l'APE du CES de la rue Edouard-Pailleron se livre-t-il, en leur présence, à des accusations contre les élèves et cherche à dresser les parents contre les professeurs. Pour lui, l'incendie, c'est la faute des élèves et en aucun cas il ne s'agit d'un problème de sécurité. Pas besoin, donc, d'enquête administrative.

M. Viançon-Ponté, dans Le Monde, apporte sa voix au concert. Pour l'honorable journaliste, « nous sommes tous complices, nous sommes tous coupables ». Bien entendu, pour Le Monde qui, avec Girod de l'Ain et autres a toujours soutenu les réformes Fouchet-Fontanet démantelant l'Education nationale, en particulier l'installation des CES, ce n'est pas la politique scolaire du gouvernement qui est en cause. Le coupable, le responsable, c'est l'enseignant, le parent, le jeune.

M. V. Ponté écrit le 13 février : « Sur les raisons et les modalités des réformes de l'enseignement, il y aurait beaucoup à dire. Mais il est trop facile de faire ainsi l'amalgame, de tout mêler dans une critique scorbé et artificielle et de prétendre expliquer de cette façon la tragédie de la rue Edouard-Pailleron. »

Tant il est vrai que pour Le Monde, répétons-le grand admirateur de la réforme Fouchet qui a mis en place les CES où des millions de jeunes doivent recevoir un enseignement au rabais, il ne saurait être question de remettre en cause la « réforme de l'enseignement » qui n'aurait « rien à voir avec la catastrophe ».

Car pour M. Viançon-Ponté qui dénonce tous ceux qui, à l'occasion de la campagne électorale, « mènent grand tapage » sur cette affaire, il s'agit de défendre l'ordre. « Ainsi, c'étaient des enfants, des enfants comme les autres, des enfants comme les nôtres, c'étaient nos enfants... Faut-il l'avouer? On a mal, on a honte, on a peur. » Contre la jeunesse. Le Monde rassemble la « meute des honnêtes gens », en additionnant le tout d'un zeste de culpabilité chrétienne et collective.

Non, ce n'est pas « nous » qui sommes responsables, mais ceux qui ont mis en place une législation qui leur permet « légalement » de rejeter la responsabilité sur nous. Ce n'est pas « nous », mais le gouvernement et les journalistes hypocrites qui cherchent d'abord à tirer Fouchet et la réforme d'un mauvais pas.

Les syndicats ont raison, la section du SNES du lycée Bergson, en particulier, rejoint par les syndicats d'enseignants du CES de la rue Pailleron qui « s'indigne des conditions de la catastrophe alors que les conditions nécessaires pour assurer la sécurité avaient été signalées », qui « exige que toute la lumière soit faite sur les causes immédiates et lointaines » et « demande la création d'une commission extraordinaire d'enquête : parents, enseignants, élus, personnel administratif ».

D'ailleurs, avant même que soient communiqués les résultats de « l'enquête administrative » qui travaille dans le secret et dont personne ne parle plus, il est important de remarquer que les sections d'Education Spécialisées (SES) sont fréquemment dotées de locaux construits selon un schéma type du ministère de l'Education nationale. Le plan type soumis en 1971 au ministère du Travail n'était pas conforme. Les locaux actuellement construits ne le sont toujours pas.

Et le gouvernement se vante de construire un CES par jour. Des écoles où les enfants peuvent être brûlés vifs en 20 minutes! Légalement.

Dans le cas du CES de la rue Edouard-Pailleron, il est établi par les parents d'élèves que l'éclairage s'est rapidement éteint et que l'obscurité a dû jouer un rôle important, accroissant notamment la panique. D'autre part il semble que les escaliers sont devenus rapidement inutilisables.

Qui a vérifié les installations électriques au CES E.-Pailleron alors que dans la plupart des cas, elles ne le sont pas? Pourquoi les constructions scolaires ne respectent-elles pas les règlements? Ce sont là les véritables questions qui désignent le responsable : le gouvernement du capital qui doit rendre ses comptes. L'indignation des travailleurs et des parents est la haine qui drisse contre le régime de la bourgeoisie des millions de travailleurs de ce pays. Que ce gouvernement de faillite laisse la place!

23 FEVRIER PARIS MUTUALITE

Rassemblement de la jeunesse

19 heures : projection du film « Juin 36 » réalisé à partir des archives du dirigeant socialiste de gauche, Marceau-Pivert.

20 h 30 : DEBAT sur les Etats Généraux de la Jeunesse sur la représentation de la jeunesse rassemblant les délégués élus et révocables par les Assemblées permanentes et les représentants des organisations.

Sous la présidence de JEAN-PIERRE SPELLER

23 h 30 - 3 heures du matin : Grand Bal



Filiation : de l'ordre corporatiste ...

M. Jacques Delors, ancien conseiller du Premier ministre Chaban-Delmas s'occupe toujours de problèmes « sociaux » au sein du Comité interministériel de la formation professionnelle et de la promotion sociale. M. Delors dont les liens sont connus avec les dirigeants CFDT et avec M. Bloch Lainé, président du Crédit Lyonnais, ferme partisan de la politique des revenus, est un « collocuteur » assidu.

Tout dernièrement, en novembre 1972, M. J. Delors a « collocuté » sur le thème : « Comment l'ouvrier se déterminera-t-il au moment de voter ? » avec Eugène Descamps, Serge Mallet et Henri Lefebvre, « sociologues » de leur état.

Parmi les propos échangés par ces éminentes personnalités et dont Le Monde du 14-11-72 veut bien nous faire la grâce de nous révéler quelques-uns des plus marquants, il faut noter ces paroles bien senties d'Eugène Descamps : « ... depuis mai 68 les travailleurs immigrés décident de plus en plus de leurs luttes et les conduisent eux-mêmes hors les appareils syndicaux ; ce fait (nous le dit-on) est important et positif, estime M. Eugène Descamps, ancien secrétaire de la CFDT ».

Comme on peut le constater, ces propos n'avaient rien à voir avec les intentions de vote des ouvriers, les travailleurs immigrés étant privés du droit de vote par ceux qui les exploitent.

C'est ainsi que J. Delors — à tout seigneur tout honneur — devait tenir des propos « absolument révolutionnaires pour le syndicalisme de notre époque » :

« L'entreprise n'est plus la source unique des conflits, devait déclarer notre théoricien « ouvrier » s'il en est, le cadre de vie, le problème des transports sont eux aussi thèmes de lutte ».

Enfin, J. Delors devait déclarer ce qui suit :

« Dernier phénomène qui agite aujourd'hui la classe ouvrière, la naissance de

délégués directs, élus dans l'atelier par les travailleurs en contact permanent avec eux, et qui ne sont pas forcément des représentants syndicaux, tout en restant des militants. Il faut les démarquer des professionnels de la défense des travailleurs », affirma M. Delors, à ce que nous en rapporte Le Monde.

Traduit dans la langue de la lutte des classes, qui n'est évidemment pas celle de ces messieurs-dames de la sociologie, pour M. Delors, père putatif de la nouvelle société attribuée à son patron Chaban-Delmas, « l'entreprise n'est plus la source unique des conflits » car il pense le régler dans le cadre des contrats de progrès qui lient les salariés à l'entreprise par l'acceptation d'un montant de la masse salariale décidée par les patrons et le gouvernement bourgeois en vue d'élever la masse des profits au détriment des salaires. M. Delors se prononçait, par ailleurs pour la diminution des charges sociales dans le prix de revient.

Premier temps, les salariés sont liés au patron, par l'intermédiaire de syndicats intégrés pour imposer la police des salaires. Deuxième temps les dirigeants syndicaux n'ont pas voulu totalement avaler la couleur en raison de l'hostilité des travailleurs et des militants à la politique des revenus. M. Delors voudrait prétendument faire appel à « la base » contre les « professionnels de la défense des travailleurs », c'est-à-dire contre les syndicats. Qu'est-ce que cette « base » confiante à l'atelier sinon la rupture de la solidarité ouvrière, que le syndicat assure ? Certes, étant donné l'orientation de collaboration de classes des directions, le syndicat assume mal sa fonction.

Mais une « base » confinée à l'atelier, élançant de prétendus délégués pour garantir l'application des contrats de progrès, privée de la possibilité de centraliser à tous les échelons de l'entreprise,

professionnellement et interprofessionnellement, dans le cadre départemental et national avec ses syndicats, ce n'est pas autre chose que la cellule de base de l'ordre corporatiste. Cela n'a évidemment rien à voir avec les conseils ouvriers centralisant contre le patronat et l'Etat bourgeois, la lutte de classes rassemblant les délégués élus et les représentants des syndicats.

« Problématique politique de l'autogestion »

L'ignare préciosité des dirigeants du CERES-CFDT n'a d'égale que leur haine vicieuse de la lutte de classes. Dans le Cahier n° 11 du CERES, un chapitre est intitulé : « Problématique politique de l'autogestion » [Quid ?] Nous lisons :

« Nous entendons par autogestion une organisation de la société telle que, dans tous les domaines de l'activité sociale, celle-ci s'accomplisse sans diviser d'aucune manière les hommes entre ceux qui commandent et ceux qui obéissent, une organisation qui assure donc l'abolition permanente réelle et constitutionnelle de toute séparation entre gouvernants et gouvernés. »

Ne pas diviser « l'entreprise » entre ceux qui « commandent et ceux qui obéissent », pour toute personne dotée du sens commun, signifie ne pas diviser le « patron » propriétaire privé des moyens de production et les salariés qui n'ont pour toute propriété que leur force de travail. Ne pas diviser les patrons des ouvriers, c'est les unir. Comment ? L'histoire a réglé ce problème, par le Front du travail hitlérien, la Phalange de Franco et la Charte du Travail de Pétain. Par le corporatisme. C'est la « communauté de travail » élargie au niveau des « gouvernants », au service de la défense de la propriété privée des moyens de production et les « gouver-

nés » exploités dans la « communauté nationale ». Tels sont les miracles de « l'autogestion ».

Quant à la « stratégie socialiste », pour les Wolber-Maire-Serre et autres Chevènement, dont il est précisé dans les Cahiers du CERES qu'il faut l'aborder dans un « ordre déterminé », voilà ce que cela donne :

« D'abord la socialisation réelle des rapports de production dans l'entreprise ; ensuite, l'autogestion proprement dite, la planification démocratique, c'est-à-dire l'autogestion généralisée ; enfin, la propriété sociale des moyens de production, condition préalable pour soustraire la production à la logique du profit capitaliste. »

Qu'est-ce que la socialisation des « rapports » de production ? Nous connaissons l'expropriation des moyens de production. Les rapports de production, c'est la place qu'occupent dans la production les possesseurs de capitaux et ceux qui vendent leur force de travail. Socialiser ces « rapports », qu'est-ce que cela peut signifier d'autre que cette coopération chère à la CFDT, entre les « apporteurs de capitaux et les apporteurs de travail » que le Pape nomme « communauté de travail » ?

Quant au troisième volet de la citation ci-dessus, il a le mérite de la clarté. Il ne s'agit pas d'« exproprier le capital », mais de « soustraire la production à la logique du profit capitaliste ». Le régime du profit subsiste totalement, mais la production est soustraite à sa logique ! (Quid ?)

N'en doutons pas, c'est sans doute pour cela que les auteurs de la brochure baptisent l'autogestion « d'utopie » ou de « raison impossible », mieux encore d'« utopie de la transition au socialisme ».

Le CERES a découvert beaucoup de « perversion », il en a oublié une : la « perversion » corporatiste de la conscience de classe. Car sa fonction sociale est là.

Maire vend la mèche

Dans Le Nouvel Observateur n° 432, il est rendu compte d'une réunion où « dans un hôtel chic de Paris, le Parti Socialiste avait convié syndicalistes et patrons ».

Il y est écrit :

« Voici la question capitale d'Edmond Maire qu'il lut d'une voix lente et dans un silence impressionnant :

« Une victoire des forces de gauche va créer une dynamique puissante dans le pays. Nous serons bien sûr d'accord pour la porter, cette dynamique, l'orienter, la maîtriser. Sinon, elle risque de s'enlanger dans des revendications à coût économique élevé. »

Le Parti Socialiste partage-t-il l'opinion de la CEDT selon laquelle l'extension du pouvoir des travailleurs, c'est l'essentiel ? »

Et voilà le contenu du « socialisme autogestionnaire » défini par Maire qui tente de triquer en bavardant sur la lutte des classes mais est contraint d'avouer sa vérité. Il s'agit de frustrer les travailleurs de leur victoire, en leur proposant des « revendications » qui ne coûteront rien au patronat, pour ne pas « louper », comme il le dit, l'essentiel.

La tentative de mettre en place la « communauté de travail », l'intégration des syndicats à l'Etat, ont déjà échoué avec de Gaulle, quand bien même les dirigeants de la CFDT s'en furent déclarés partisans pendant un temps.

Le Nouvel Observateur, qui a rapporté la « question capitale » d'Edmond Maire, précise :

« Deuxième point : la CFDT est une organisation responsable. On ne plaisante pas avec 800 000 adhérents. Or si le courant populaire s'amplifie après le 11 mars, les travailleurs risquent d'avancer des revendications non comprises dans le Programme, et coûteuses, comme par exemple les « 36 heures par semaine » ou « les 1 500 F minimum par mois ». Si cela se produit, pense Maire, le gouvernement de gauche fera un nouveau Grenelle, mais il sera perdu par l'inflation. Et balayé par la droite. Il est souhaitable d'orienter d'ores et déjà les travailleurs vers des revendications de pouvoir dans l'entreprise. »

Autrement dit : « Homme d'Etat responsable », le prétendu syndicaliste Maire propose au « gouvernement de gauche » de faire la politique de droite : blocage des salaires, non aux revendications politiques des

revenus, et avec son compère Jacques Delors, également homme d'Etat responsable de tenter de s'avancer vers l'ordre corporatiste qui aurait l'avantage, en muselant les organisations syndicales et les travailleurs, de régler la question des « revendications quantitatives » bien médiocres pour un défenseur du système capitaliste.

Mais... Mais. Nous avons vu que les syndicats CFDT de la MNEF portent des appréciations radicalement différentes de celles que Maire veut leur imposer sur le comportement de patrons de combat de ses amis Wolber-Finel qui, s'ils refusent les revendications « quantitatives » pour le personnel, ne les tuent pas pour eux-mêmes.

Nous voyons que depuis des mois, en dépit du battage de la presse, de la radio et de la télévision, la CFDT, dans les élections syndicales, recule régulièrement (ainsi chez Renault). Nous voyons que la volonté d'unité de la classe ouvrière tend à réaliser le Front unique ouvrier des travailleurs et des authentiques organisations de classe que sont les syndicats.

Une chose, au moins, est à présent établie. C'est parce que Maire se range du côté du patronat qu'il diffame les révolutionnaires. Il n'y a pas d'autre explication.

UN DOCUMENT INDISPENSABLE POUR TOUS LES MILITANTS

ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISÉE

DOCUMENTS DE L'O.C.I.



Programme d'action de la classe ouvrière

pour le socialisme pour le gouvernement ouvrier

selo

Finel-Wolber :

« Réduire la masse salariale »

Tout un chacun en est parfaitement conscient, la CFDT est une organisation « lutte de classe », le CERES est une « tendance gauche » du Parti Socialiste. Du moins Maire, Wolber, Sarre et Chevènement le disent. D'éminentes personnalités du monde politique, de l'Art, de la Science et du journalisme le confirment. Il faut donc les croire.

Dans Syndicalisme du 15 février 73, Edmond Maire affirme qu'« à Lille, les étudiants de l'AJS pratiquent la torture ». Il en rajoute. Pour la première fois à notre connaissance, nous lisons sous la plume d'Edmond Maire que c'est « l'AJS qui a bourré les urnes » !!! Il faut le faire. Tant les attestations officielles d'huissiers que des centaines d'étudiants, témoignent que l'équipe Wolber-Finel, coutumière de ce genre d'opérations, truque systématiquement les élections syndicales.

Avec toute la componction qui sied à ce genre d'individu, Maire n'hésite pas à tordre le bâton par l'autre bout et, pour aider un de ses fidèles en danger, à accuser notre camarade P. Nesterenko des délits commis par Wolber-Finel. Selon le bon sens ordinaire, quelqu'un ne peut être accusé sur la base soit de faits imaginaires (prétendues tortures), soit de faits inventés par celui qui l'accuse. Mais, selon le sens « extraordinaire » de M. E. Maire, les faits sont établis parce que G. Wolber-P. Finel et leur équipe de « videurs de boîtes de nuit » en ont décidé ainsi. Vertu magique d'une solidarité qui unit les dirigeants du CERES à ceux de la CFDT et qui porte un nom : diffamateurs. Seuls des faits prouvés, attestés officiellement, sont des faits vrais,

des faits réels. Il en est ainsi du bourrage des urnes réalisé par l'équipe Wolber-Finel. Les sections CGT et CFDT de la section de Paris de la MNEF jugent ainsi le comportement de leurs employeurs, Finel chargé des relations avec le personnel et Wolber président :

« Il leur est apparu que le bureau national de la MNEF (CERES) avait décidé de répondre sur le terrain même que leur proposaient les autorités de tutelle (ministère) à savoir : assainir la gestion, réduire la masse salariale, augmenter le rendement. »

La Commission Exécutive de la section CFDT ajoute :

« Il y a cohérence dans le plan d'ensemble prévu par le Bureau National entre l'embauche d'un personnel non qualifié dans une telle mesure et l'utilisation à prix d'or de spécialistes capables, si l'on en croit leur contrat, de faire tourner presque à eux seuls la section de Paris. »

Ainsi Wolber-Finel qui, eux, ne sont pas spécialistes, mais utilisent eux-mêmes leurs services à prix d'or, sous forme de salaires et de notes de frais, en accord avec les « autorités de tutelle (le ministère des Affaires Sociales) se conduisent comme des patrons de combat.

Le « syndicaliste » Edmond Maire soutient les patrons de combat Wolber-Finel « bourreurs d'urnes » appliquant les « décisions » de M. Edgar Faure, ministre de tutelle, contre le personnel et les syndiqués CFDT.

Il est vrai que Wolber-Finel-Maire sont des partisans du « socialisme autogestionnaire » et que M. Edgar Faure est presque d'accord avec le « socialisme autogestionnaire ».

Tous les militants doivent lire

La Vérité

ORGANE DU COMITE CENTRAL DE L'O.C.I.

Au sommaire du dernier numéro (n° 559, prix : 6 F)

Stéphane JUST : Au carrefour des élections législatives.

François FORGUE : La bourgeoisie et ses partis.

Etienné LAURENT : Unité populaire au Chili.

Abonnements (ATTENTION ! « La Vérité » a changé d'adresse.

Faire toutes demandes au 88 bis, avenue Parmentier, 75011 PARIS.

France : 1 an (5 numéros) : 25 F — 2 ans (10 numéros) : 45 F

100 F — Perpétuel : 250 F.

Etranger : PH non clos, 1 an : 35 F.

CEDOC

C.C.P. Gérard BLOCH PARIS 606-23

La lutte pour la construction du Parti Le combat pour le gouvernement

Les informations que nous publions permettent de situer précisément la signification de la bataille politique engagée par les militants de l'OCI, de l'AJS et de l'Alliance ouvrière pour que les 4 et 11 mars, les masses laborieuses de ce pays, en infligeant la défaite au gouvernement Pompidou, s'ouvrent la voie vers le gouvernement ouvrier.

Il s'agit avant tout de gagner un à un travailleurs et jeunes à la construction du Parti révolutionnaire pour que, dans ce pays, soit dégagé le chaînon de la révolution socialiste. Il s'agit de gagner par le travail politique organisé la bataille pour la diffusion régulière de « I.O. » afin que le journal des militants lutte de classe paraisse à nouveau sur 12 pages.

Il s'agit d'accomplir dans l'ordre les tâches financières en temps et en heure. Il s'agit de la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale et de la défense de son programme.

LYON

Pour le gouvernement PCF - PS : 200 signatures

La campagne politique de l'OCI et de l'AJS s'appuie sur la candidature de Paul Duthel, instituteur (suppléant, Paul Monnot, ouvrier à Rhodaceta) dans la première circonscription du Rhône, qui comprend les quartiers ouvriers de Perrache, Presqu'île, Gerland, Etats-Unis et Montplaisir. Mais cette campagne se développe sur l'ensemble de l'agglomération.

Elle a été ouverte par un meeting le 31 janvier qui a rassemblé environ 200 personnes avec Stéphane Just, Paul Duthel, Paul Monnot et Claude Charmont pour l'AJS.

A cette date, 18 février, une quarantaine d'enseignants, 23 employés de la Sécurité Sociale, une trentaine de travailleurs de la Santé, 54 ouvriers du bâtiment, des postiers, ont déjà signé un appel aux directions du PCF et du PS pour un gouvernement sans ministres capitalistes. Un appel du même type vient d'être proposé à la signature des cheminots et circule dans l'entreprise de Rhodaceta-Vaise où une dizaine de signatures ont été recueillies dans la première matinée. Dans toutes les facultés, l'AJS organise des réunions-débats.

Sur la circonscription, les militants de l'OCI et de l'AJS se déploient sur les marchés. Des discussions positives ont été engagées avec des diffuseurs du PCF. Les visites au porte à porte sont systématiquement organisées. Ce dimanche matin, par exemple, dans une seule tour HLM, deux militants ont vendu 13 Informations Ouvrières, 3 brochures et recueilli un engagement à voter OCI.

Correspondant de Lyon.

AVIGNON

1,5 million AF collectés

La campagne électorale de l'OCI a débuté à Avignon par un meeting qui, le 31 janvier, a rassemblé 180 personnes. 840 F y étaient collectés pour le financement de la campagne.

A ce jour, 18 février, 65 enseignants de toutes catégories de la circonscription d'Avignon-Cavaillon-l'Isle-sur-Sorgue, où l'OCI présente Michel Barbe, ont adopté un premier appel lancé en direction de l'ensemble des enseignants et des parents d'élèves, s'adressant au PCF et au PS pour le vote classe contre classe et pour qu'ils constituent un gouvernement sans représentants de la bourgeoisie.

Onze cheminots ont adopté la même position. Onze travailleurs de la Santé (infirmiers, médecins) également.

Dans la mobilisation militante, un cercle de l'AJS s'est constitué. Un second meeting qui se tiendra le 28 février, avec Charles Berg, se prépare activement chez les enseignants, les étudiants, les cheminots, les travailleurs de la Santé, les lycéens qui ont décidé de rassembler 300 participants.

Déjà 1,5 million d'anciens francs ont été collectés.

Les militants de l'OCI et de l'AJS ont engagé la discussion dans les réunions du PCF et du PS avec les militants sur les questions de la Constitution et des institutions principalement, ainsi que sur la nécessité de rompre avec le parti bourgeois des radicaux de gauche. Des discussions se poursuivent également avec les petits paysans et petits commerçants nombreux dans la région de Cavaillon, producteurs de produits directement concernés par les prix des produits agricoles.

LILLE

Vote classe contre classe

A Lille, 150 jeunes et travailleurs ont participé au meeting de l'OCI et de l'AJS du 9 février avec Charles Berg qui expliqua pourquoi l'OCI présentait vingt candidats. Il s'agit de lutter pour le Front unique des partis ouvriers, pour le gouvernement PCF-PS sans ministres capitalistes et de construire le Parti révolutionnaire.

Dans le débat, un militant de la Ligue Communiste prit la parole, tentant de justifier le soutien apporté par son organisation à l'Union de la gauche et aux Radicaux qu'il caractérisa pour les besoins de sa cause comme « une toute petite fraction du capital ».

Jean-Loup Fontaine, candidat de l'OCI dans la 3^e circonscription, énonça les raisons pour lesquelles jeunes et travailleurs du Nord ne peuvent accepter la présence de représentants des partis bourgeois au gouvernement. A l'issue du meeting, 850 F étaient collectés.

Le dimanche 11 février, sur un marché de Lille, 15 I.O. supplémentaires sont vendus, 7 travailleurs signent une pétition de soutien à la candidature de l'OCI, 30 F sont versés.

Sur les facultés, les 12 et 13 février, 16 I.O. supplémentaires, 18 brochures de l'AJS sont vendues. Sur un Foyer de jeunes travailleurs, le 14, 7 jeunes résidents signent l'appel des Jeunes de Lille : « Avec l'AJS et l'OCI, nous décidons de ne pas nous taire mais de clamer notre volonté de voter avec la classe ouvrière pour la victoire de la révolution socialiste, en participant au rassemblement de la jeunesse sans droits le mercredi 18 février, en appelant les jeunes de Lille à y participer en

masse, en souscrivant pour l'édition d'une affiche qui y appellera ».

Aux porte-à-porte dans les quartiers, le 17 février, ce sont 20 I.O. supplémentaires, des brochures, de nombreuses discussions avec des travailleurs, des jeunes, des militants, notamment de la CGT, du PCF et du PS. La discussion se poursuivra, des rendez-vous sont pris.

Dans le Nord, 100 enseignants, instituteurs et normaliens appellent au vote classe contre classe, à la rupture avec la bourgeoisie. Des appels sont signés à Lille et à Roubaix parmi les travailleurs de la chimie, dans la métallurgie, la Sécurité sociale.

7 500 F ont été collectés à ce jour dans la région du Nord.

Correspondant de Lille.

F



**CEST
LA
LUTTE
POUR
LA
REVOLUTION**

SAINT-ETIENNE

VENTE REGULIERE DE I.O. EN PROGRESSION

L'OCI, avec le soutien de l'AJS, présente dans la deuxième circonscription de la Loire, à Saint-Etienne Sud, le camarade Pierre Roy, comme candidat, avec le camarade Michel Faugier comme suppléant.

La campagne politique se développe pour le renforcement de l'OCI : d'ores et déjà, 5 militants suivent le programme de discussions théoriques et pratiques qui préparent à l'adhésion à l'OCI. Quatre autres camarades se sont déclarés d'accord pour commencer ce même cycle de formation politique et de pratique militante.

L'activité des camarades OCI-AJS de Saint-Etienne Sud se concentre dans le travail dit « de quartier » sans pour autant qu'il soit envisageable de laisser pour compte le travail politique dans les secteurs professionnels, notamment enseignants et étudiants.

La circonscription de Saint-Etienne Sud est géographiquement étendue. Elle englobe des quartiers neufs dont la population est dense : plus de 77 000 électeurs y sont inscrits.

Le Comité de secteur de l'OCI, élargi en commission électorale, a décidé de choisir quelques quartiers où les militants trotskystes et AJS concentrent leur activité.

D'ores et déjà une réunion électorale s'est tenue dans le quartier « la Vivaraise », îlot d'HLM sur l'une des collines de la ville. La réunion avait été préparée par un affichage, un court tract à la population et surtout la vente d'I.O. et des brochures de la campagne, au porte-à-porte.

Nous avons pu constater, lors de cette réunion, que les travailleurs avaient les plus hautes préoccupations politiques. L'un d'entre eux a déclaré : « Je suis bien d'accord : on aurait dû se passer de ce paquet fou de radicaux mais cela ne va-t-il pas attirer des voix à la gauche ? » « Je suis bien d'accord : il faut exprimer le capital sans indemnité ni rachat, mais si le programme commun n'en dit rien, n'est-ce pas une ruse pour attirer des voix à la gauche ? » « Je suis bien d'accord avec vous, ce qu'il nous faut, ce sont de véritables socialistes, pas de ces produits d'importation comme le Lamirault que vous citez, mais entre deux maux ne faut-il pas choisir le moindre ? », etc.

Après une discussion qui débat des questions de l'indépendance de classe du prolétariat, de la signification des élections, de la nature de la Constitution gaulliste, ce même travailleur devait dire : « Vous, militants de l'OCI, vous avez un dynamisme extraordinaire, j'irai à votre meeting du 23 février, mais je ne

suis pas encore convaincu que vous ne devriez pas être à l'intérieur des partis existants pour en être le ferment ».

La discussion va se poursuivre avec ce camarade qui était l'interprète de plusieurs travailleurs et travailleuses présents dans la salle, car il s'agit, à travers ce travail de quartier, de mettre en place les conditions pour que s'élargisse l'audience militante du trotskysme, mais à travers des formes et des transitions où les travailleurs définissent, en quelque sorte, d'eux-mêmes, à travers leur propre démarche politique, l'étendue d'un travail à mener en commun. C'est vers la constitution de groupes politiques permanents que s'oriente donc essentiellement l'activité de l'OCI.

Les réunions projetées à la Métairie, à Montplaisir, à Solaise, quartiers où domine une population soit de fonctionnaires, soit d'employés et d'ouvriers, ont également ce sens.

En même temps, 80 enseignants de la Loire ont signé un appel au vote classe contre classe, pour la rupture avec la bourgeoisie, adressé au PS et au PC.

Un I.O. spécial Saint-Etienne Sud va paraître en fin de semaine contenant, entre autres, deux lettres ouvertes, une au candidat du PC et une à la candidate du PS, l'une sur la rupture nécessaire avec la bourgeoisie (radicaux de gauche), l'autre centrée sur la laïcité, la défense des libertés démocratiques internationales.

Le camarade P. Roy adresse à tous les instituteurs de la Loire une lettre où, au nom de l'OCI, il explicite le sens de sa candidature et du combat pour un gouvernement PS-PO sans ministre capitaliste qui s'engagerait à satisfaire les revendications des masses laborieuses.

Un appel à voter OCI, signé par des travailleurs de la circonscription, est en préparation.

Le cercle AJS de Saint-Etienne prépare, à la sortie des lycées, CET, en faculté, au FJT, en collectant signatures et soutien sur un appel : « La jeunesse n'a pas le droit de vote, elle prend le droit d'agir », un rassemblement de 150 jeunes qui aura lieu le 10 mars. Dans cette bataille, le cercle AJS se fixe de gagner par dizaines les adhérents à son combat pour la révolution socialiste.

Pour terminer, signalons que sur le demi-million que s'était fixé l'OCI et l'AJS, d'ores et déjà 400 000 AF ont été recueillis par l'activité des militants de Saint-Etienne, de Montbrison et de Roanne.

Correspondant de St-Etienne.

Les candidats de l'O.C.I.

REGION PARISIENNE

Candidats	Suppléants	Circonscriptions
Claude CHISSEREY	Alain HERBETH	29 ^e de Paris
Jean-Pierre SPELLER	Josette LOGEREAU	7 ^e de Paris
Jean-Jacques MARIE	Christian COUSTAL	3 ^e de l'Essonne
Stéphane JUST	Jean GROSSET	4 ^e des Hauts-de-Seine
Gérard BAUVERT	Jean-Claude MILON	8 ^e de la Seine-Saint-Denis
Michel LANDRON	Claude HIRBEC	2 ^e du Val-de-Marne
Charles BERG	Liliane LOMBARD	3 ^e du Val-d'Oise
Jean DELARUE	Patrice PENITOT	3 ^e des Yvelines

PROVINCE

Jean-Loup FONTAINE	Marcel LAMOTTE	3 ^e du Nord
Annick BONY	Dominique GROS	1 ^{re} de la Côte-d'Or
Paul DUTHEL	Paul MONNOT	1 ^{re} du Rhône
Pierre ROY	Michel FAUGIER	2 ^e de la Loire
Christian NENY	Gérard BELLAIGUE	2 ^e du Puy-de-Dôme
Pierre BROUE	Auguste JACQUET	2 ^e de l'Isère
Jacques DUPONT	Michel DELAMOTTE	4 ^e de la Seine-Maritime
Eugène DUGAS	André GRELEAU	2 ^e de la Loire-Atlantique
Pierre LEVASSEUR	Bernard LEGLEU	Bibliothèque de la Haute-Vienne
Michel ELIARD	Bernard RUHAUD	1 ^{re} de la Haute-Garonne
Michel BARBE	Yvon RAMILLON	1 ^{re} de la Gironde
Jean-Pierre CROS	Daniel SHAPIRA	2 ^e de l'Haut-Rhin

révolutionnaire nt ouvrier

Dans le 9^e, un président d'APE :

« l'O.C.I. respecte les mots d'ordre... »

A l'issue d'une manifestation contre le député Kasperit, un président d'APE Cornec a accordé une interview à *Informations Ouvrières* (supplément du 9^e) dont nous reproduisons les extraits qui suivent.

Question : Kasperit a dit hier qu'il n'était pas responsable ; les parents, en délégation, scandalisés, ont dit : « Ministre responsable ». Qu'en pensez-vous ?

Réponse : « Kasperit est le premier dans la filière des pouvoirs publics, devant la misère actuelle de l'école laïque ; je crois pouvoir affirmer que la sécurité est un des points principaux, mais, du point de vue de l'ensemble de sa politique (crédit, pédagogie, etc.), il est clair que de la part du gouvernement actuel existe la volonté délibérée de saboter l'école publique au profit de l'école privée. Kasperit est donc tout autant responsable que les autres. »

Question : Vous vous prononcez clairement pour la défense de l'école laïque ; vous n'ignorez pas qu'un des grands débats du moment au sein du mouvement ouvrier, et centré d'ailleurs par rapport aux élections législatives et au changement éventuel de gouvernement, est ce problème de l'école et, en particulier, de l'intégration des prêtres au sein de cette école ; pouvez-vous à cet égard nous donner votre position ?

Réponse : « La séparation de l'Eglise et de l'Etat existe, personne ne l'a, jusqu'à maintenant, modifiée. Pour nous, l'aide à

l'enseignement privé et confessionnel, la loi Debré est éloquente de ce point de vue, revient à liquider progressivement l'école publique et à y substituer une école au service des sociétés privées (...). »

Aux prêtres d'exercer leur ministère, il revient à des professionnels de la pédagogie, aux enseignants d'enseigner au sein de l'école ; d'ailleurs la tentative d'introduire des prêtres dans l'enseignement public est identique à celle faite il y a quelques années de donner des postes à des généraux, à des colonels, alors que des milliers d'étudiants diplômés se voient refuser leur affectation, que des professeurs en titre se voient contraints de taper à la machine ou de faire un autre travail que le leur.

Là aussi, les choses sont bien claires, ce ne peut être qu'une tentative supplémentaire pour démembrer l'école publique et laïque. »

Pour terminer, le responsable des parents d'élèves du 9^e arrondissement déclare :

« Toute organisation politique ou autre qui est d'accord sur les grandes options de la Fédération Cornec et sur l'école laïque sert notre combat de parents d'élèves. Je dois vous remercier de votre présence à la manifestation samedi et, à double titre, puisque vous avez respecté le cadre de cette manifestation avec des mots d'ordre précis que nous avions décidés. »



Meeting de l'O.C.I. dans le 9^e arrondissement.

ARGENTEUIL

contre la normalisation en Tchecoslovaquie

Charles Berg et sa suppléante Liliane Lombard, candidats de l'O.C.I. dans la circonscription d'Argenteuil-Bezons, ont tenu un meeting le mardi 13 février à Argenteuil.

148 présents, 148 travailleurs et jeunes rassemblés, attentifs, 148 réunis pour comprendre, réunis pour agir, pour continuer à rassembler d'autres travailleurs, d'autres jeunes autour des candidats de l'O.C.I.

Vendredi 16, en trois quarts d'heure de porte-à-porte à la « Cité Langevin » d'Argenteuil, 17 numéros d'I.O., 2 programmes d'action sont vendus. Un travailleur de cette Cité, dont les enfants sont militants de L.O. — son genre est suppléant du candidat de L.O. au Mans — explique à deux de nos militants : « Il faut d'abord un gouvernement du PCF et du PS ; ensuite les gens comprendront... Le PS est un parti ouvrier... » La force soudeuse politiquement par le meeting du 13 discute, diffuse, agit, organise pour que nombreuses les voix se portent sur le candidat de l'O.C.I. Charles Berg le 4 mars.

Le stalinien Aimont qui, à la Cité Champagne d'Argenteuil, avait agressé nos camarades qui diffusaient « L'Appel pour la Tchecoslovaquie » vient de perdre le procès que nous avions intenté contre lui ; il a été condamné par le tribunal à 60 F et le franc de dommages et intérêts « pour coups et blessures légères ».

La démocrate ouvrière sera respectée. Les 40 travailleurs de la Cité Champagne, signataires de l'« Appel pour la Tchecoslovaquie » et les 100 qui avaient signé contre les agissements du stalinien Aimont sont invités à se réunir le 25 février avec les candidats de l'O.C.I.

Le mercredi 21, à 20 h 30, à l'Ecole Langevin, nos candidats réuniront les travailleurs de la Cité visités au cours du porte-à-porte.

19

les c.e.s. brûlent pas les banques !

Mardi 13 février, rue de l'Ourcq, coup d'envoi de la bataille politique de l'O.C.I. dans la campagne électorale.

Sous la présidence d'Alain Herbeth, employé à l'ORTF, le camarade Oget, parent d'élève du CES Pailleron et le camarade Poizat, agent technique des constructions modulaires, apportèrent leur témoignage sur l'affaire du CES Pailleron, en posant notamment la question qui est plus que jamais à l'ordre du jour d'une Commission d'enquête des Associations de parents d'élèves, des syndicats enseignants et des syndicats du Bâtiment.

Claude Chisserey développa la politique de l'O.C.I.

Un débat eut lieu sur les CES, pièce maîtresse de la réforme Fouchet-Faure-Guichard-Fontanet de l'enseignement, la participation et le programme commun à partir d'une question posée par une parente d'élève.

Puis fut soulevée la question de la rupture des négociations LO-LC-OCI après le passage honteux de LO et de la Ligue communiste sur les positions de l'Union de la gauche, et au vote pour les radicaux, parti du capital.

Les jeunes de l'AJS développèrent le combat de la jeunesse, intégré à celui de la classe ouvrière à propos des élections, en vue de la préparation du rassemblement du 23 février.

Les 120 travailleurs et militants se séparèrent au chant de l'*Internationale* et apportèrent leur contribution : 300 F à la construction du Parti, 160 travailleurs ont déjà signé l'appel aux directions du PCF et du PS pour un gouvernement PCF-PS sans ministres capitalistes.

La campagne de l'O.C.I. continue et il est à noter le climat de démocratie ouvrière qui règne entre les différentes organisations, PCF-PS-OCI.

ECOLE LAIQUE

A Massy, les candidats du P.C.F. et du P.S. répondent

La motion du SNI

A propos du débat public engagé par l'Eglise avec des représentants des organisations ouvrières au sujet de l'entrée ou non des ecclésiastiques dans l'enseignement public, la sous-section de Massy tient à préciser que le programme commun de gouvernement du PS, du PCF et des radicaux de gauche ne parle que de l'entrée des non-ecclésiastiques dans l'école publique.

D'autre part, que, comme le souligne A. Ouliac dans l'éditorial de l'*Ecole Libératrice* n° 10, les lois organiques de 1905 faisant interdiction aux religieux d'exercer dans l'enseignement public, sont toujours en vigueur et que personne n'en prévoit à ce jour l'abrogation.

En conséquence, elle réaffirme son attachement aux principes démocratiques de la séparation absolue de l'Eglise et de l'Etat, de l'Eglise et de l'Ecole qui garantissent la liberté de conscience et demande au SNI de veiller au respect de ces principes.

Elle décide de s'adresser aux représentants des organisations signataires du programme commun pour qu'ils répondent clairement et publiquement aux questions suivantes :

1) Oui ou non les ecclésiastiques pourront-ils enseigner dans l'école publique nationalisée ?

2) Oui ou non avez-vous l'intention de remettre en cause les lois de 1905 concernant la séparation de l'Eglise et de l'Ecole ?

Adoptée à l'unanimité (dont les militants du PCF).

Les réponses

Derôme, pour le PS : « Non, non aux deux questions. »

Juquin, pour le PCF : « Nous respectons la laïcité... »

« Cela étant, vous savez qu'il existe par ailleurs un débat dans l'opinion publique concernant les évolutions possibles dans le STATUT DES PERSONNELS ECCLÉSIASTIQUES. Il est du devoir des militants responsables d'étudier toutes les éventualités et de réfléchir dès aujourd'hui aux incidences que pourraient avoir des changements qui ne dépendent que de la seule Eglise catholique. »

« C'est là une question d'avenir et non une question d'actualité. Le Programme commun traite, je vous le rappelle, des mesures qui seront prises dans la première législature. Au cours de cette législature, la réalisation progressive de la nationalisation de l'enseignement impliquera que toute mesure soit prise de façon concertée, pour régler EQUILIBRÉMENT la situation des ecclésiastiques aujourd'hui occupés à des tâches d'enseignement dans les écoles privées. »

Contre le bâton américain

expropriation des banques

Après la dévaluation de 10 % du dollar intervenue le 13 février, la devise US bénéficie en 14 mois d'un avantage de 18 % (8 % de dévaluation en 1971, plus 10 %) dans ses relations commerciales avec les autres pays. Ce qui veut dire que pour un pays comme la France, acheter aux Etats-Unis revient 18 % plus cher qu'il y a 14 mois. Pour l'Allemagne qui, elle, a révalué sa monnaie en décembre 71, le désavantage est encore plus important.

Dependant, dès l'annonce de la dévaluation, les gouvernements européens se déclarent particulièrement satisfaits. Derrière cette position qui peut sembler paradoxale, se cache à peine le soulagement, bien passager. Soulagement devant la rapide décision US, mettant un frein à la spéculation contre les monnaies européennes, le mark en particulier, qui développait un climat de crise risquant à tout moment de balayer un équilibre que personne ne contrôle.

« Le franc ne bouge pas » titrait *France-Soir*. Cette prétendue position de force repose tout d'abord sur la faiblesse de l'économie française qui réalise à peine 5 % de son commerce extérieur avec les Etats-Unis et donc supporte dans un premier temps moins que d'autres pays la dévaluation du dollar, mais aussi les conditions d'exploitation des travailleurs français : « Calculés en dollars, les salaires français sont d'environ un quart inférieurs aux salaires allemands et se situent au même niveau que les salaires italiens combinés avec une productivité (c'est-à-dire la surexploitation) qui est l'une des plus élevées d'Europe ; cela donne des coûts salariaux par unité produite les plus faibles de tous les pays industrialisés jusqu'au même niveau que le Japon (*Entreprise*, n° 904).

Dependant, il est évident que l'économie française qui réalise 60 % de son commerce extérieur dans la CEE va rencontrer chez ses partenaires des concurrents d'autant plus redoutables que la pression de l'impérialisme US s'accroît. Le CNPF en est conscient qui déclarait mardi 13 février : « Il y a lieu de veiller à ce qu'une dépréciation continue du dollar par rapport aux monnaies européennes, ou des mesures commerciales unilatérales, ne compromettent pas les exportations européennes. »

Dans cette situation, qui laisse malgré toutes les déclarations « libres échangistes » percer la menace d'une véritable guerre commerciale aux conséquences imprévisibles, les bourgeoisies européennes n'ont d'autres solutions que de tenter d'imposer le blocage des salaires, la fameuse « politique des revenus », d'accroître la surexploitation. C'est ce que M. Heath tente de faire, mais c'est ce que des millions de travailleurs anglais derrière les 47 000 ouvriers du gaz en grève n'acceptent pas.

Pas plus qu'après la dévaluation de

décembre 1971, la spéculation internationale n'a cessé à la suite de la dévaluation du dollar de la semaine passée. La hausse du prix de l'or, ces derniers jours, l'atteste. Tout d'abord parce que les Etats-Unis, qui ont décidé de faire de 1973 « l'année de l'Europe » (dixit Nixon), n'entendent pas relâcher leur volonté de faire endosser par les bourgeoisies européennes les frais de leur parasitisme et aussi parce que la spéculation sur les variations de change est une source de profits. Mais qui sont ces spéculateurs anonymes ? D'abord les banques américaines et les filiales européennes des trusts US intervenant par l'intermédiaire du marché des eurodevises, ensuite les trusts et les banques européennes. En France, les banques nationalisées, sur ce terrain, jouent d'ailleurs un rôle identique aux banques privées.

On comprend alors l'importance que revêtirait dans la lutte contre la spéculation, expression du parasitisme capitaliste, la constitution d'une banque centrale unique, après expropriation de toutes les banques privées, y compris les succursales des banques étrangères. Cette tâche, seul est à même de la réaliser un gouvernement sans liens avec le capital financier. Un gouvernement qui s'appuierait directement sur le prolétariat et entre autres, sur les employés de banques, pourrait dans les plus brefs délais, prendre les mesures immédiates de défense contre le capital : interdiction de la libre circulation des capitaux, gel de tous les avoirs étrangers en France, monopole d'Etat du commerce extérieur.

Comme il est écrit dans le « Programme d'action de la classe ouvrière pour le socialisme, pour le gouvernement ouvrier » (1), à ces mesures, d'autres indispensables devront s'ajouter : « Dénoncer les traités de Rome instituant la CEE, complétés par les accords qui introduisent l'Angleterre et les pays de l'Europe du Nord au sein du Marché commun, qui imposent la libre circulation des marchandises et des capitaux à l'intérieur des frontières douanières qu'ils définissent. Ils sont incompatibles avec l'expropriation du capital, la planification en fonction des besoins des masses et sous contrôle ouvrier. Ils livreraient l'économie française à toutes les fluctuations sur le marché mondial, à la concurrence capitaliste. Le gouvernement ouvrier devra les dénoncer. »

Un gouvernement ouvrier appliquant de telles mesures ébranlerait l'Europe entière, ouvrirait la voie aux prolétariats des autres pays d'Europe, apporterait face au chaos capitaliste la seule perspective de *Bien-être, la seule* *des Etats-Unis* *socialistes d'Europe* *protection* *General*

CEDOC

(1) Documents de l'O.C.I., n° 1 (p. 37). SELIO.

Chasser les patrons des cet

Sur 90 680 établissements scolaires, 15 077 sont des établissements privés, confessionnels et patronaux.

C'est sans conteste dans l'enseignement technique que la proportion d'établissements privés est la plus importante : 786 écoles et cours techniques privés contre 1 082 CET.

Pourtant, une large fraction a échappé à la nationalisation qui a arraché en 1945 une partie de la formation professionnelle au patronat. Il s'agit principalement de l'apprentissage patronal. Les établissements liés aux chambres de métiers et les centres privés commerciaux. Ce secteur privé de l'enseignement technique accueille 500 000 jeunes.

Ainsi, moins de 50 % d'établissements publics sont sous le contrôle de l'Education nationale que condamne Olivier Giacard d'Estaing qui se propose de ramener l'ensemble des établissements publics : « Notre première révolution doit s'exercer contre ce monopole [celui de l'Education Nationale] qui paralyse l'adoption, l'innovation, la responsabilité individuelle et l'initiative privée. » (Education et civilisation.)

Réflexion qui a le mérite d'être claire : la destruction de l'école laïque est envisagée avec cynisme, sans détour de phrase « humaniste ».

Favoriser « l'initiative privée », c'est renforcer ce qui existe déjà pour une trop grande part dans l'enseignement technique et professionnel.

C'est faire valoir ce comble de « l'initiative privée » que sont ces écoles et cours privés de type Berlitz ou l'EPDI (Ecole professionnelle de dessin industriel), l'escroquerie des prétendues conditions miraculeuses d'études et d'avenir, de « placement » des élèves où l'on s'assure un placement plus sûr, celui de l'argent des familles (2 600 F par an à l'EPDI exigibles même si l'élève quitte l'école en cours d'année).

C'est aussi développer cette autre face de « l'initiative privée » qu'est l'apprentissage sur le tas et qui organise déjà 368 000 jeunes.

Telle est d'ailleurs la marche adoptée par le gouvernement dans les lois du 16 juillet qui voit dans cette « formation maison » une « formule souple » qui « en fin de quoi » doit être reconnue comme une « voie véritable de la formation professionnelle ».

Chacun sait quelles sont les conditions de cette « formation » :

- une exploitation forcée du jeune apprenti de 16 ans pendant 35 à 40 heures par semaine à l'usine, chez le commerçant ou l'artisan ;
- deux jours ou deux demi-journées de « cours » (un jour de semaine et le samedi) ;
- en fait d'apprentissage du métier : des besoins d'employé de maison ou de manoeuvre pendant une partie du temps ;
- un salaire dérisoire, de 0,76 à 1,20 F de l'heure.

Chacun sait à quoi conduit cette formule : « 54 % de ces jeunes n'ont pu acquérir une référence professionnelle utilisable en dehors de l'entreprise » ; « 40 % des contrats d'apprentissage en cours n'ont pas abouti. » (Enquêtes du CEREC — Centre d'Etudes et de Recherches sur les Qualifications.)

Autrement dit, la quasi-totalité des jeunes est sans aucune formation ni qualification professionnelle.

A ceux qui osent prétendre, comme les dirigeants du PCF et de la CGT, que les lois du 16 juillet 1971 comptent « des aspects positifs » car elles reconnaissent enfin « un véritable statut à l'apprenti », nous opposons la réalité et les textes eux-mêmes : les articles 11 et 18

de la loi sur l'apprentissage précèdent : « ... Le jeune travailleur s'oblige en retour à travailler pour cet employeur pendant la durée du contrat. » Ce « en retour », c'est la « formation méthodique et complète dans des centres de formation d'apprentis (...) 360 heures par an ».

J.-L. Moynet, secrétaire confédéral de la CGT a trouvé une justification « réaliste » :

« Si on veut un enseignement lié à la vie et aux problèmes qui se posent aujourd'hui, on n'échappe pas à des centres de formation liés à l'activité des entreprises et dans la mesure où les entreprises sont aux mains des intérêts privés des monopoles capitalistes, on n'échappera pas au fait qu'un certain nombre de ces centres seront directement sous leur emprise. » (L'école et la nation, n° 205.)

M. Juquin a, lui, trouvé un habillage idéologique : « Il faut accepter la collaboration du système éducatif et du système productif (...) la convergence et le développement des luttes pouvant orienter dans le sens humaniste et national cette collaboration. »

Habiller de vieilles méthodes réactionnaires, de formules novatrices sur « l'ouverture de l'école sur la vie » ne change rien à son contenu.

« Une loi définira les conditions de coopération entre l'Education Nationale et les autres ministères intéressés ; elle réglera l'organisation d'une partie de la formation professionnelle au sein des entreprises, sous le contrôle de l'Education Nationale et des syndicats (...) Tant qu'il subsistera pour certains secteurs, elle pourra comporter des enseignements généraux et théoriques donnés dans des centres dépendant de l'Education Nationale. »

Tels sont les termes du paragraphe 3 « Droit au métier » du chapitre sur l'Education nationale du programme commun du gouvernement.

Les signataires, PCF, PS, radicaux de gauche ont répété que ce programme n'est pas celui du socialisme, ni de l'expropriation du capital, les « intérêts privés » subsisteront donc et avec eux la formation professionnelle sur le tas.

Il faut déjà dire que le gouvernement, par les lois du 16-7-71, non seulement consacre la pérennisation de l'apprentissage mais encore se propose d'ouvrir les CET et l'Education nationale à la formation patronale : aujourd'hui, sous la forme de CFA (Centre de formation d'apprentis) au sein des CET.

A cet argument de la liaison de « l'Ecole et de l'Industrie » nous répondons et avec nous l'ensemble des travailleurs et des enseignants comme ce militant d'Aulnay-sous-Bois :

« La liaison avec l'industrie, absolument indispensable, offre actuellement des difficultés considérables. Les stages pour élèves sont pratiquement impossibles dans les entreprises telles qu'elles sont. En tout cas, chaque fois qu'il y en a eu un, il a fallu se gendarmier contre l'utilisation par le patronat de nos élèves comme main-d'œuvre gratuite. Dans un autre système économique, tout changerait. »

Mais nous disons avec ce militant : la position de la direction du PCF, de la CGT, est inacceptable, les lois du 16 juillet sont une large brèche ouverte pour le patronat dans l'école laïque ; il ne faut pas perdre une minute et refuser que le patronat colonise les CET ; il faut que, comme l'ont affirmé des milliers d'enseignants, le combat soit engagé pour l'ABROGATION DES LOIS DU 16 JUILLET, pour la NATIONALISATION de toute la FORMATION PROFESSIONNELLE qui doit passer sous le contrôle de l'Education Nationale.

15 ans contre le sport et les loisirs

Le 17 décembre 1958, fort de la victoire acquise par le coup d'Etat et consolidée par la Constitution réactionnaire de 1958, M. Herzog prononce en une conférence de presse sa déclaration de guerre à la jeunesse.

Il déclare notamment : « La jeunesse se caractérise par son instabilité, sa lucidité, son isolement moral, son tourment permanent. L'esprit qui anime la jeunesse a subi une dégradation civique grave au cours de ces dernières années. »

En somme, la jeunesse relève de la maison de redressement et du réarmement moral ; pour cette besogne, M. Herzog fait appel à un spécialiste : l'ancien ministre du gouvernement de Vichy, M. Brotra, chargé de la « doctrine » du régime. Dans le même temps, le Haut-Commissaire promet à la jeunesse « des hommes en qui elle ait confiance, des meurs assainies » (17-12-58).

Quinze ans plus tard, les travailleurs peuvent juger sur pièces au travers du flot des scandales de tout genre ce que l'ex-Haut-Commissaire appelait des « meurs assainies ».

Mais la corruption qui éclate aujourd'hui au grand jour n'est que le surproduit de la spéculation, non seulement légale mais encouragée et garantie par le régime.

Ainsi Herzog déclarait : « Le Haut-Commissariat proposera une politique d'animation, d'expansion et de déconcentration qui se substituera à la politique de répartition et de centralisation des années antérieures. »

Tutelle sur la jeunesse, champ libre à l'initiative privée dans le domaine du sport et des loisirs : ce programme a été réalisé. L'exemple du ski le démontre. C'est par dizaines de milliards actuels que s'évalue le chiffre d'affaires de la « neige ». C'est le secteur des profits rapides.

Le mécanisme est simple : achat de terrains au prix (très bas) des pâturages avec l'aide de l'Etat, revente comme terrain à bâtir (ou bâti) plus exploitation des champs de ski. Les investisseurs sont nombreux : Rothschild, Banque d'Indochine et bien d'autres.

Pour ces entreprises, le marché rentable, ce ne sont évidemment pas les millions de jeunes et de travailleurs qui aspirent à « partir au ski », mais la clientèle de luxe internationale.

Dès 1962 le slogan est lancé sur le marché mondial : « Grâce aux Jets, vous êtes plus près des Alpes que de Squaw Valley ». Mais il faut faciliter l'arrivée de ces hommes d'affaires aux frais généraux bien étudiés, d'où la nécessité de créer des aéroports d'altitude (une fortune), des routes chauffées par câbles électriques enterrés ! Et évidemment hôtels de luxe avec piscine, etc.

Le résultat : à équipement sportif égal (c'est-à-dire remontées mécaniques) les stations actuellement construites coûtent le prix de 100 stations sans luxe. Mais c'est la formule qui rapporte le plus aux promoteurs. Telle est la loi du profit.

Mieux encore, pour des raisons commerciales évidentes, les hôtels sont situés au pied des pistes. Ainsi l'avenir est gravement hypothéqué puisque les constructions anarchiques des promoteurs interdiront ensuite l'utilisation de

tout le domaine skiable utilisé par les constructeurs et situé en aval des constructions puisqu'il sera coupé par les routes, les poteaux électriques, etc.

Ce sont des milliers d'hectares de champs de ski possibles qui sont détruits pour le seul profit des spéculateurs. Pendant ce temps, les rares réalisations au profit de la jeunesse sont implantées dans des sites douteux, témoin le chalet de l'UCPA de Val d'Isère récemment emporté par une avalanche causant des dizaines de morts.

Les bénéfices sont vertigineux ; ainsi on calcule qu'à Courchevel, un remonte-pente se rembourse entre Toussaint et Pâques, un lit est payé en deux saisons.

Evidemment, avec ce système, le prix de séjour au ski augmente de façon vertigineuse. Il devient de plus en plus exclu pour les travailleurs, d'accéder aux sports de neige ou même d'y envoyer leurs enfants et toutes les réformes de l'organisation des fédérations n'y changeront rien.

Il en va de même pour les sports nautiques et d'une façon plus générale pour les activités de plein air.

Le camping lui-même est passé sous le contrôle d'entreprises privées qui en font le commerce et rançonnent les familles de travailleurs, tandis que l'Etat garantit leurs profits en interdisant pratiquement le camping libre.

De même en ville, le règne sans partage de la spéculation sur les terrains à bâtir fait disparaître les aires de jeu, les espaces verts, et exclut que puissent être réservées ou dégagées les surfaces nécessaires à la construction de stades. Ceux qui subsistent sont bien souvent des propriétés privées soigneusement gardées et par conséquent réservées aux seuls sociétaires ou actionnaires. Dans ces conditions, M. Comiti peut déclarer avec un certain cynisme : « J'ai survolé la périphérie de Paris en hélicoptère, les stades sont vides... ils sont vides parce que la porte en est fermée aux jeunes et aux travailleurs. »

C'est justement sur cette pénurie et cette situation de monopole que compte le gouvernement pour imposer son système d'encadrement.

A la mise à disposition des installations nécessaires, à la libre organisation des jeunes, le ministère oppose l'obligation d'adhérer aux structures qu'il contrôle pour pouvoir pratiquer la moindre activité sportive : une politique d'étatisation.

Pour ce gouvernement, la jeunesse est civiquement dégradée ; il s'agit donc de la surveiller, de l'encadrer.

Pour ce régime, la jeunesse relève avant tout de la police : brigades spéciales, pénétration des groupes de jeunes et jusque sur les plages, ce sont les CRS en maillot de bain bien sûr, qui imposent le système.

Pour mener à bien cette entreprise, le gouvernement veille soigneusement à ce que les jeunes ne puissent pas s'organiser de façon indépendante : les auberges de jeunesse, les maisons de jeunes non officielles ont été successivement liquidées et les fédérations sportives elles-mêmes qui n'ont pas été trouvées assez dociles ont été réorganisées et solidement prises en main.

(à suivre)

abonnez-vous

« INFORMATIONS OUVRIERES »

Correspondance

Rédaction - Administration

88 bis, avenue Parmentier

PARIS-11^e

C.C.P. 21.831-73 Paris

Versements au C.C.P. I. O. 21.831-73 - Paris

ABONNEMENTS

1 an (48 n°) 50 F

Etranger (1 an) 60 F

6 mois (24 n°) 25 F

ACHETEZ VOS LIVRES A LA SELIO

87, rue du Fbg St-Denis, Paris-10^e

Le plus grand choix d'ouvrages sur le mouvement ouvrier et l'actualité politique. Parmi les dernières parutions :

- P. Broué : La Révolution Espagnole 1931-1939 (« Nous avons tenté de serrer au plus près notre sujet : la révolution ») 7,50 F
- L. Trotsky : Les crimes de Staline, 2 volumes - l'un 7,50 F
- ici Prague. L'opposition intérieure parle (introduction et notes de Jiri Pelikan, un « Samizdat » tchécoslovaque) 39,00 F
- A.J.U. (Association des Journalistes universitaires) Les partis devant l'école (y compris le point de vue de l'OCI) 18,00 F

Lisez, diffusez les brochures OCI-AJS éditées par la SELIO pour la campagne électorale :

Documents de l'OCI n° 1 :
Programme d'action de la classe ouvrière, pour le socialisme, pour le gouvernement ouvrier 3,00 F

OCI-AJS n° 1 :
Du Front populaire à l'Union de la gauche 2,00 F

N° 2
Libérer les emprisonnés, le socialisme est un et indivisible 2,50 F

Biblioteca de Comunicaci
i Hemeroteca General
CEDOC

Le "Samizdat" tchécoslovaque vient de paraître

Il vient de paraître (1) le recueil des textes principaux de l'Opposition socialiste tchécoslovaque qui circulent dans ce pays depuis plusieurs années sous la forme de « Samizdat ». Ce livre est d'une importance capitale pour tous les militants qui savent que le combat pour le socialisme est un combat de nature internationaliste et que l'on ne peut se battre en France contre la bourgeoisie si les authentiques militants communistes sont persécutés par la bureaucratie à Prague et à Moscou.

Jiri Pelikan, qui édite à Rome l'organe de l'Opposition socialiste tchécoslovaque de l'extérieur, Listy, a longuement préfacé ce livre. Il analyse en particulier comment, au cours des années 60, les militants communistes tchécoslovaques, dans leur grande masse et en jonction avec le mouvement de la jeunesse, ont pris conscience de la nature contre-révolutionnaire de la bureaucratie.

Nous reviendrons sur l'analyse qu'il fait de la crise du PC tchécoslovaque de 1968 qui devait aboutir à la libération des forces révolutionnaires des masses. Citons simplement une première conclusion :

« La décision des 1 290 délégués, à l'usine CDK de Vysocany, de s'ériger en

centre de l'opposition se détachent les figures de Jaroslav Sabata qui fut, avec Frantisek Kriegl, l'un des premiers de l'équipe dirigeante du « printemps de Prague » à refuser le diktat des accords de Moscou au lendemain de l'invasion militaire d'août 1968, de Milan Hübl, de K. Bartosek.

Des discussions engagées découlent la leçon principale que tire aujourd'hui Jiri Pelikan :

« En 1968, c'est la direction du PCT d'abord, puis le CC qui ont accepté le diktat d'un pays étranger dont le texte n'a jamais été soumis au Parlement ni même, à ce jour, rendu public. Non seulement ils l'ont fait au nom du Parti, mais aussi de tout un peuple qui leur avait accordé sa confiance. C'est là une responsabilité très grave et qui n'est pas près d'être oubliée. »

Ainsi, les faits, les textes, les débats internes des combattants de la révolution politique tchécoslovaque le démontrent : la victoire ouvrière contre la bureaucratie était possible au lendemain de l'intervention des chars... mais pour autant que les dirigeants qui avaient la confiance des masses refusent le diktat de Moscou et s'appuient sur le mouvement des travailleurs.

Or, c'est une telle direction révolutionnaire qui, précisément, a manqué en 1968 à Prague. Le fait que les militants de la nouvelle opposition socialiste tirent cette conclusion démontre le haut degré de maturité des militants qui poursuivent le combat, ouvre la voie à la poursuite de ce que J. Pelikan appelle à juste titre la « révolution politique » à accomplir.

On trouvera dans ce livre les principaux textes de l'Opposition qui n'est pas encore un « parti », ce « Nouveau parti communiste » qui plonge ses racines dans le « 14^e congrès de Vysocany, ce « parti de l'avenir » selon l'expression d'Alfred Cerny, mais seulement encore « le Mouvement socialiste des citoyens tchécoslovaques ».

Toute la discussion que résume Jiri Pelikan dans sa préface autour de cette question centrale de l'opposition tchécoslovaque, « parti » ou « mouvement » est d'une importance capitale pour l'avenir de la révolution politique, non seulement en Tchécoslovaque, mais dans toute l'Europe de l'Est et en URSS même.

Cette discussion intéresse les militants de tous les pays. Nous aborderons dans nos prochains numéros l'examen des problèmes auxquels se trouve confronté l'Opposition socialiste et communiste tchécoslovaque qui démontre chaque jour, en dépit de la répression, sa capacité à combattre. Car ce combat ne fait qu'un avec celui des combattants de la révolution prolétarienne contre leur propre bourgeoisie.

(1) Ici Prague, l'Opposition intérieure parle, Présentation de Jiri Pelikan, Ed. du Seuil, 427 pages, en vente à la librairie d'Informations Ouvrières.

La lutte de classe en Espagne

En Espagne, la montée ouvrière prend la forme d'une véritable lame de fond qui tend à faire éclater les barrières mises en place par le régime franquiste (blocage des salaires et répression systématique) et à unifier tous les secteurs de la population laborieuse.

Dans le pays basque industriel, l'état de grève et de mobilisation se maintient en permanence depuis maintenant plus d'un mois dans les secteurs des chantiers navals et de l'industrie métallurgique.

En dépit du quadrillage policier, de la mise à pied de milliers de travailleurs, des interrogatoires et arrestations préventives de militants ouvriers, la grève qui touche toute la région industrielle de Bilbao s'est étendue jusqu'à Pasajes où le p.c.t. et les ateliers et les entreprises ont été paralysés.

Les travailleurs de « La Naval », réunis chaque jour en assemblée ont lancé un appel à toute la classe ouvrière pour « un salaire suffisant et pour le droit d'association, de réunion et d'expression ». Cette plate-forme unitaire, reprise par toutes les organisations ouvrières (Commissions ouvrières, UGT, PS, PSOE) constitue un puissant levier pour la mobilisation ouvrière.

Du pays basque le mouvement s'est étendu aux Asturies où, dans les mines, bastion traditionnel du prolétariat, 14 puits de la société d'Etat Hunosa sont fermés par la grève.

A Barcelone, durant 2 jours consécutifs, étudiants, puis étudiants et travailleurs au coude à coude, ont affronté pendant plusieurs heures dans le centre de la ville, les brigades anti-émeutes de la police. Descendant d'un quartier ouvrier, les jeunes travailleurs, en cortège, drapeau rouge en tête, sont venus rejoindre les étudiants. A l'Université, la grève est totale.

A Madrid, de violents heurts entre étudiants et policiers ont eu lieu. Enfin la grève qui, catégorisée après catégories, a entraîné l'ensemble du corps enseignant (depuis les instituteurs non-titulaires jusqu'aux professeurs de faculté en passant par le secondaire) a, par son ampleur et sa détermination, ébranlé les couches les plus profondes de la population. Des dizaines de milliers d'enseignants se sont levés dans tout le pays en faveur des élèves et parents d'élèves, le soutien des ouvriers en grève. Ils ont déjoué les manœuvres de division, le silence de toute la presse, rejeté les promesses et obligé le gouvernement franquiste à reculer en désordre.

Des secteurs entiers de la petite-bourgeoisie entrent dans la lutte et se retrouvent, d'emblée, tous unis contre le régime : à Barcelone, ce sont les travailleurs de la Santé (des étudiants aux infirmiers et médecins protestant contre l'occupation des hôpitaux en grève), l'ensemble des avocats qui réclament, après une provocation gouvernementale, la liberté et l'indépendance de leur profession vis-à-vis du régime.

Devant ce raz de marée, la panique gagne toutes les sphères du régime et les reculs se multiplient. La politique de blocage des salaires vole en éclats : les enseignants ont obtenu de très im-

portantes augmentations de salaires (jusqu'à 6 et 8 000 pesetas mensuelles). De même dans les principales industries métallurgiques de Barcelone (33 700 pesetas annuelles à Seat, 31 000 à Pegaso, etc.).

Bien loin d'arrêter les mouvements, la répression atteint souvent un but contraire, les ouvriers ajoutant à leurs revendications la liberté des emprisonnés, la réembauche des licenciés. Manifestement, durant cette grève des Asturies, le régime, tirant les leçons d'El Ferrol, a hésité à écraser la révolte ouvrière dans le sang. A ce propos, un indice de la combativité ouvrière est donné par le fait suivant : à Seat, trois militants licenciés en juillet 71 ont été réintégrés sous la pression des travailleurs qui s'est maintenue pendant... un an et demi !

Cela ne veut pas dire, bien sûr, que le régime en décomposition ne puisse pas porter les coups les plus durs aux travailleurs et aux masses en lutte ; ordre est donné à la police par le ministre de l'Intérieur de ne pas hésiter à tirer sur les foules désarmées ; la peine de mort est requise contre trois jeunes militants de l'ETA ; Camacho et ses camarades sont menacés de 162 années d'emprisonnement et une véritable entreprise de liquidation physique et morale des détenus politiques tend à s'organiser dans les bagnes franquistes.

La responsabilité des directions des organisations ouvrières espagnoles, du mouvement ouvrier international est engagée : la réalisation du front unique de classe pour en finir avec la dictature est une nécessité.

Assez de crimes, à bas le régime fasciste ! Les travailleurs espagnols, appuyés sur la mobilisation de leurs frères de classe pour en finir avec la dictature, sont prêts, ils le montrent quotidiennement, à engager ce combat, pour que les moyens politiques leur en soient donnés.

Et c'est là que les problèmes se posent : que la bourgeoisie française, par l'intermédiaire de Debré et des récents accords militaires, vole au secours du franquisme, pilier de l'ordre bourgeois européen, voilà qui n'est pas pour nous étonner. Mais comment qualifier le soutien inespéré que la bureaucratie stalinienne internationale apporte au régime fasciste en patrefrance ? Après les voyages de Lopez Bravo à Moscou, voici que la RDA établit des relations diplomatiques avec Madrid, voici qu'un groupe de « parlementaires » espagnols, présidé par l'ex-directeur général de la sécurité, est invité à Varsovie. Face à cette trahison éhontée du prolétariat espagnol, les protestations du Parti communiste espagnol sont légitimes, mais se heurtent à la réalité de la politique consignée dans le « Pacte pour la Liberté » avec la bourgeoisie, aujourd'hui libérale, hier fasciste, qui constitue à l'heure actuelle le principal obstacle politique à la lutte pour mettre à bas le régime.

La seule voie est indiquée par les métallurgistes de Bilbao : le Front unique de classe contre le régime. La seule voie, c'est comme pour Burgos, la mobilisation internationale pour soutenir le combat du prolétariat espagnol.

Pour la libération de K. Loubarski

Délégation à l'Ambassade de l'Union Soviétique

Nos lecteurs se souviennent qu'au moment même où se rassemblaient à Paris les 28 et 29 octobre 1972 des milliers de militants ouvriers et de démocrates pour la libération des travailleurs et militants persécutés dans les pays d'Europe de l'Est (1) avait lieu à Moscou le procès du célèbre astrophysicien Kronid Loubarski.

Le 1^{er} novembre, on apprenait que K. Loubarski, l'un des combattants des droits civiques en URSS, arrêté depuis le 19 janvier, était condamné à cinq ans de camp à régime sévère, l'un de ces camps où Iouri Galanskov était en train d'agoniser.

L'académicien Andreï Sakharov, refoulé à l'entrée du tribunal, ne put témoigner en faveur de K. Loubarski et lança un appel aux Nations Unies pour le respect de la légalité en URSS.

Loubarski condamné, sa défense s'organisait aussitôt en France. Dès le 13 novembre, 200 travailleurs de la Recherche Scientifique de la région parisienne diffusaient une lettre ouverte à l'Ambassadeur d'URSS auprès des organisations ouvrières et démocratiques demandant la libéra-

tion du savant soviétique. Le 15 décembre, une réunion des signataires constituait un Collectif chargé d'organiser l'action pour la défense de K. Loubarski dont le procès et la condamnation ouvrent en URSS une série d'autres procès et particulièrement celui de Piotr Yakir.

Le Collectif des travailleurs scientifiques a poursuivi l'action avec l'aide et dans le cadre du Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Est de l'Europe. Des personnalités scientifiques ont fait la demande de visas auprès de l'Ambassade soviétique afin d'enquêter sur cette affaire. Devant le silence des services de M. Abrassimov, le Collectif a, le 13 février 1973, organisé une délégation de signataires de la Recherche qui s'est rendue à l'Ambassade au nom de 300 travailleurs et militants.

La délégation a été reçue par un secrétaire de l'Ambassade qui s'est borné à répéter n'être pas au courant, ne pas connaître Loubarski et à déclarer qu'en cette période électorale il fallait se méfier de ce type d'informations. Et de refuser les signatures.

prendre en considération les pétitions et à déclaré qu'il « se renseignerait » et transmettrait à l'Ambassadeur.

Tous les participants de la délégation estiment qu'une suite doit être donnée à leur démarche. Si les réponses aux questions qu'ils ont posées ne sont pas données — selon une promesse du Secrétaire —, alors il sera nécessaire d'organiser une nouvelle délégation pour aller les chercher.

La libération de Kronid Loubarski concentre aujourd'hui, pour les travailleurs de la Recherche, mais également pour l'ensemble du mouvement ouvrier, le combat pour la libération de tous les militants communistes, de tous les combattants des droits civiques emprisonnés dans les camps et les bagnes de la bureaucratie stalinienne. Le combat ne fait que commencer.

Rappels que le numéro 6 du Bulletin du Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est, paru en décembre (prix : 5 F) a publié l'essentiel des contributions et travaux de ce rassemblement militant. En vente à la librairie d'I.O., 87, rue de Fg-St-Denis.

Ce n'est que devant l'insistance de la délégation que le Secrétaire d'Ambassade s'est décidé à accepter de

front unique et front populaire

La manifestation du 12 février 1934, la classe ouvrière imposant la réalisation du front unique de la base au sommet, avait enrayé la menace directe qui pesait sur le mouvement ouvrier, ouvrait une nouvelle période de la lutte de classe (voir « I.O. » n° 598). Après les défaites successives du prolétariat devant le fascisme en Allemagne (janvier 1933) et en Autriche (janvier 1934), la France ouvrière regroupait ses forces. Prenant l'initiative dans la lutte des classes, elle mettait à l'ordre du jour la révolution prolétarienne. Le front unique réalisé le 12 février ouvrait d'immenses perspectives (1).



Juin 36 : les masses imposent l'unité.

L'unité d'action arrachée par les travailleurs le 12 février a fourni le cadre de mobilisation qui a abouti à la grève générale de juin 1936. Mais le regroupement de la classe ouvrière ne se fera pas en un jour. A peine réalisé pendant 24 heures, le front unique est remis en question par les dirigeants.

Maurice Thorez écrit dès le 13 avril 1934 :

« Tous les bavardages sur le mariage entre communistes et socialistes sont foncièrement étrangers à l'esprit du bolchevisme. Nous ne voulons pas nous unir avec la social-démocratie. »

De leur côté, les dirigeants de la SFIO répliquaient :

« Réuni le 11 mars 1934, le Conseil National de la SFIO rappelle que la lutte contre le fascisme ne peut être conduite que sous l'action socialiste et appelle une action de rassemblement de tous les éléments prolétariens (...) sans se laisser arrêter ni dévier par les manœuvres dont les dirigeants du PC donnent des exemples répétés. »

Cependant la situation était fondamentalement bouleversée. Devant la force, dans les masses, du courant vers l'unité, le Comité Central du PCF doit « tourner » et Thorez déclare le 23 à la Conférence d'Ivry du PCF :

« Si nous ne parvenons à faire plus, encore plus, toujours plus, pour le front unique, le fascisme peut battre la classe ouvrière. Or, nous ne voulons pas que le fascisme passe en France. C'est pourquoi nous voulons A TOUT PRIX réaliser l'union avec les ouvriers socialistes contre le fascisme. » Dans le Parti Socialiste SFIO, même mouvement, sinon encore plus fort.

Ce courant vers l'unité amène finalement, le 27 juillet 1934, les directions du PCF et de la SFIO à passer un « pacte d'unité d'action » contre le fascisme, contre les décrets-lois (rappelons qu'un gouvernement bonapartiste Doumergue-Laval est toujours en place), pour la défense des libertés démocratiques.

C'est pour enrayer le développement du front unique de classe et ses implications révolutionnaires que les dirigeants du PCF opèrent rapidement un nouveau « tournant ». Dès octobre 1934, ils s'adressent directement au congrès du parti des banquiers, le Parti radical, réuni à Nantes, et demandent la constitution d'un « Front populaire du travail, de la liberté et de la paix ». Avec l'alliance avec le Parti radical, les intérêts de la classe ouvrière étaient politiquement subordonnés à la bourgeoisie, dans le cadre du « Front populaire », c'est-à-dire de ce que nous appelons aujourd'hui l'Union de la gauche.

Les dirigeants du PCF se faisaient alors les avocats les plus éloquents de

l'alliance contre-nature entre les partis ouvriers et le parti bourgeois des radicaux qui le 6 février 1934 avait cédé devant l'émeute fasciste. Ainsi, d'un côté, alors qu'en mars 1936, au congrès de Toulouse, la réunification syndicale entre la CGT et la CGTU est réalisée, de l'autre, à ce même congrès, Racamond, dirigeant du PCF, exhorte les travailleurs à tout mettre en œuvre pour « vaincre la timidité du parti radical », c'est-à-dire à renoncer à la lutte des classes.

Avant même la victoire électorale du « Front populaire », les dirigeants du PCF avaient opéré un tournant radical et s'étaient ralliés ouvertement à la politique de collaboration de classe. En mai 1935, Pierre Laval, président du Conseil, se rend à Moscou où Staline déclare : « approuver pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité ». Le PCF, dès lors, soutient sans réserve le pacte franco-soviétique d'assistance mutuelle. Du jour au lendemain, sans aucune explication, le PCF abandonne l'internationalisme prolétarien et la politique léniniste de lutte contre la guerre. Il renonce à la propagande et à l'action antimilitariste, réhabilite coup sur coup le drapeau tricolore, La Marseillaise, Jeanne d'Arc et une « défense nationale » parée de l'étiquette « antifasciste ».

Thorez, champion du « Front populaire », va jusqu'à préconiser le « Front des Français » englobant prétendument les travailleurs catholiques (Thorez, en réalité, propose l'alliance à la hiérarchie), les républicains sincères et même les Croix de Feu auxquels il « tend la main » dès son allocution radiodiffusée de la campagne électorale. Tout est en place pour empêcher les travailleurs de se rassembler sur leur propre terrain. Dès son origine, le Front populaire se définit sans rivage à droite.

C'est contre cette politique et pour la révolution prolétarienne que combattent inlassablement les partisans de la IV^e Internationale en France.

La critique des trotskystes est d'autant plus dangereuse pour les appareils que les masses ont voté dans leur ensemble aux élections de mars-avril 1936 pour le parti ouvrier, pour le PCF et le PS. Les radicaux en perte de vitesse ne consentent des députés que grâce aux délégués des partis ouvriers et Daladier explique : « Sans le Front populaire, nous aurions perdu plus. »

En dépit du Front populaire de collaboration de classe, l'explosion révolutionnaire de juin 1936 ouvre le chemin de la révolution. La grève générale démontre ouvertement que le prolétariat a conservé intacte sa capacité de combat et que, plutôt que d'attendre la réalisation des promesses du gouvernement de « Front populaire », il est décidé à passer à l'action avec ses méthodes propres. Mais contre le mouvement de la classe ouvrière qui va vers la révolution se dresse l'obstacle des directions officielles avec le Front populaire. Il manque au prolétariat français une direction révolutionnaire.

Trotsky l'explique à la faible avant-garde d'alors combattant pour la construction du parti révolutionnaire : « Les ouvriers ont exercé en juin une gigantesque pression sur les classes dirigeantes, mais ne l'ont pas conduite jusqu'au bout. Ils ont montré leur puissance révolutionnaire, mais aussi leur faiblesse : l'absence de programme et de direction. » (2)

Les directions ouvrières se sont retournées contre le Front unique, contre le mouvement du prolétariat, pour sauver la bourgeoisie, son Etat. Mais la lutte de classe n'en continue pas moins. Il faudra deux années au Front populaire pour entraîner à la défaite le prolétariat français dans la grève générale du 30 novembre 1938.

C'est le même Daladier, dirigeant radical qui a signé le pacte du Front populaire en 1935 qui, le 30 septembre 1938, signait l'accord de Munich avec Hitler et Mussolini, pour diriger toutes les forces de la répression, d'abord contre la grève générale du 30 novembre 1938, ensuite, après avoir dissous le PCF et les organisations révolutionnaires, ouvre la voie à Pétain et à Hitler.

Quarante ans ont passé. Combien les leçons de cette période apparaissent actuelles !

(1) Voir Le Mouvement communiste en France, textes de Léon Trotsky sur la France présentés par Pierre Broué, Ed. de Minuit, p. 431.
(2) Léon Trotsky, Devant la seconde étape, 9 juillet 1936, op. cit., p. 367.

Note de lecture

" LA GAUCHE FRANÇAISE "

de Jean Popperen

La thèse est difficile à découvrir, faute d'un fil conducteur sans doute brisé dans le labyrinthe de la dite « gauche ». La gauche française est révélateur des méthodes d'analyse de J. Popperen, de ses choix politiques et de certaines réalités.

L'histoire écrite par Popperen est l'histoire, non pas des superstructures (ce qui serait limitatif mais concevable), mais des groupes, des clans, des individus auxquels est dévolue arbitrairement la vertu de faire l'histoire. Les forces sociales, les grandes lignes d'évolution de la période, l'autopsie des organisations et des appareils (nombre, structures, implantation, doctrine, etc.) nous ne les verrons pas. Mais un foisonnement de noms, d'anecdotes de coulisses de congrès, de portraits. Dans son miroir, Popperen ne voit que le reflet de la « classe politique ». Donnons-en quelques preuves.

Dans « l'histoire de la gauche », les masses n'interviennent presque jamais : une ligne sur le mouvement des rappelés contre la guerre d'Algérie en 1956-1957 (p. 155), sept pages sur la grève des mineurs de 1963, mais 90 sur la candidature avortée de Defferre en 1965, une période qu'il choisit de clore sur 1965 et non sur 1968. Il est vrai qu'à notre auteur, la masse apparaît souvent décevante (« cette effervescence — il s'agit des réactions au 13 mai, NDLR — s'arrête aux limites de la classe politique : elle n'atteint pas la masse, régnée ou soulagée, en tout cas passive », p. 82). Dans sa politique algérienne, la SFIO a tort, mais elle exprime l'opinion (p. 45) ; quant au PC, il semble absent. Les masses sont-elles coupables ?

De même on ne voit pas clairement caractérisés les mouvements, les institutions et les forces qu'ils expriment. De la guerre d'Algérie, qui pèse sur la première partie de la période, l'auteur ne nous donne aucune analyse de fond, même succincte. Il faut attendre la page 172 pour trouver une esquisse d'analyse du MNA, du FLN et des attitudes de la « gauche » française à leur égard.

Il en est de même pour le régime gaulliste : Popperen se livre à une analyse de type sociologique ; c'est là qu'il découvre le nouvel ennemi historique : la « social-technocratie », cette entité au-dessus des classes, la réalité, qui est devenue cette prétendue « social-technocratie », celle d'un bonapartisme tentant d'éviter au capitalisme français une irrémédiable décadence, est absente.

Les classes, leur représentation et les institutions n'existent pas pour Popperen. Page 79, il écrit des relations entre chrétiens et communistes : « des missionnaires rencontrent d'autres missionnaires ». Les forces politiques, expression des classes antagonistes, sont absentes. Le « marxisme » de Popperen est fondé sur un constant glissement des termes qui entretient la confusion. Il dit « salariés » pour « classe ouvrière » (il parle p. 27 de « l'aristocratie du salariat », ce qui lui permet d'inclure ces fameuses « couches nouvelles » qu'il dispute à Serge Mallet), « gauche » pour « ouvrier », met sur le même plan « intégration des syndicats à l'Etat » (CFTC) et « collaboration de classe » (FO) ou encore parle des clubs qui fleurissent sous le gaullisme (Jean Moulin, Tocqueville, clubs de Vichy, etc.) sans indiquer leur nature bourgeoise. Pour le voyageur Popperen, les frontières de classe ne sont jamais vraiment tracées : il les franchit allégrement et change, selon, de passeport politique.

Popperen est plus constant dans ses choix politiques.

Il est tout d'abord le théoricien (lui-même dirait sans doute le théologien, tant sa foi est profonde) de l'unité. Mais laquelle ?

Pour un marxiste, l'unité c'est le rassemblement et la mobilisation de la classe ouvrière en rupture avec la bourgeoisie et contre elle. Popperen n'a pas ces schématismes. Pourtant, il sait ce que parler veut dire et que « unité de la gauche » et « unité de la classe » (front unique ouvrier) sont antagonistes. A propos de la tentative de « Grande

Fédération » autour de Defferre, impulsée par Servan-Schreiber, il écrit : « C'est, sous la direction de la « gauche moderniste », une tentative de conquête de la social-démocratie par une fraction de la bourgeoisie. L'OPA est prématurée : cette fois elle échoue ». Peut-être nous confiera-t-il dans le deuxième tome quand elle réussit et ce qu'il pense de la CIR et du CERES... Attendons.

En attendant, l'unité selon Popperen rassemble bien du monde. Les chrétiens, les modernistes, les socio-technocrates, les représentants des clubs, les radicaux, tous bons amis de la classe ouvrière, y ont leur place. L'unité pour l'unité ; car celle-ci est pour notre auteur le grand rassemblement où l'on peut à la fois éviter la « vendetta » et garder « quelques idées ». Ainsi pousse-t-il la candidature Mendès-France aux présidentielles de 1965 (p. 453) pour se rallier du même cœur à Mitterrand grondant les critiques de celui-ci à la page 465 : « Ces fausses notes ne sont pas graves en elles-mêmes, mais elles freinent l'élan unitaire. »

Ah ! que vient l'année 1973 et les heureux temps de l'Union de la gauche sans rivage à droite. Patientons un peu...

L'autre choix politique de Popperen est plus scuterrain mais n'apparaît pas moins nettement à celui qui sait lire. Notre auteur est anti-léniniste (cel qui est son droit) et n'a pas rompu avec ce que signifie le stalinisme. Si la PCF ne veut pas d'une « stratégie de rupture » (avec le pouvoir) — c'est de la faute à la SFIO qu'il ne veut pas effrayer (p. 22). L'opinion est passive (p. 45), la venue au pouvoir de De Gaulle est facilitée (p. 56 et suivantes) mais le PCF n'y est pour rien. Quand il parle de la stratégie thorezienne (p. 110), il n'examine pas si elle est juste ou fautive, mais si elle est « forte ou faible ». Des phrases le révèlent d'un coup pages 152 et 153 où il écrit : « Ce qui à ce moment écarte beaucoup de Français des communistes, c'est moins la réalité « bureaucratique » que la réputation révolutionnaire » (1).

On comprend dès lors que la réalité du stalinisme étant absente, le mot stalinien est pratiquement absent du livre, il dirige ses coups contre le léninisme. A propos des opposants dans le PCF en 1959 ou 1961, il déclare : « Contre la direction, ils se présentent comme des gardiens de la pureté léniniste. Mais le léninisme permet-il qu'on ait jamais raison contre la direction ? Les « opposants » sont chaque fois battus au nom des principes dont ils se réclament. »

Popperen est véritablement passé sur le plan du méchénisme. Il liquide le léninisme parce qu'il n'a pas su, ou pu, faire la critique du stalinisme. Il n'a pas su ou pu faire la critique du stalinisme parce que pour lui, l'histoire n'est plus l'histoire de la lutte de classes.

On lira cependant avec intérêt le chapitre consacré à la crise du PSU plus quelques pages éparées sur le même sujet. On y verra, au travers des hommes, de leurs mœurs politiques, des thèmes de référence et des filiations historiques qu'il s'agit — clairement — de l'élimination de la vieille garde PSA — d'une organisation petite-bourgeoise réactionnaire.

On trouvera aussi d'utiles indications — malgré une certaine confusion — sur le courant chrétien, sur les sympathies de la CFTC pour le gaullisme et son caractère extrasyndical (p. 272) : « Les dirigeants sont PSU, les militants MRP et la base gaulliste », sur l'étroite filiation d'hommes et d'inspiration entre la CFTC et la CFTC (p. 306 et suivantes).

Enfin, bien que la fréquentation de certains milieux soit peu ragotante, on pourra utilement rafraîchir sa mémoire sur toute une série d'hommes et leur itinéraire politique : les Suffert, les Debattiste, les J. Daniel, les G. Martinet et les Servan-Schreiber, ou encore ce Maurice Faure de l'Union de la gauche qui déclarait en 1965 (p. 444) qu'il préférerait « l'UNR au PC ».

Le mercredi 7 février, à la Sorbonne, un militant de l'AEI intervient dans le cours de M. Popperen, professeur d'histoire et dirigeant du Parti socialiste, pour demander aux étudiants de prendre position pour la libération de Nesterenko et de ses camarades.
Réaction diverse : un militant de l'UEC exclame : « Nous connaissons des nerfs de l'AEI, de tels pour que Nesterenko reste en prison. »
Immédiatement M. Popperen intervient : « Ce que vous dites là est insupportable. » Signations : M. Popperen, professeur d'histoire et dirigeant du Parti socialiste, pour demander aux étudiants de prendre position pour la libération de Nesterenko et de ses camarades.
Réaction diverse : un militant de l'UEC exclame : « Nous connaissons des nerfs de l'AEI, de tels pour que Nesterenko reste en prison. »